

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 19/04/2017

N° : 2017/21

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/171

 **Décisions**

Page 172/219

ARRÊTÉS

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/065/CM

Délégation de signature à Monsieur Christian BOUCHERIE, Chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire du Pays d'Aix.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian Boucherie en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 17/016/CM du 30 janvier 2017 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire du Pays d'Aix, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Christian Boucherie, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01 janvier 2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

- la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI,
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction.
- les états de service
- les ordres de mission permanents

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Boucherie, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Thierry Pennec.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Boucherie et de Monsieur Thierry Pennec la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Alain Trabuc.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Boucherie et de Messieurs Thierry Pennec et Alain Trabuc, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Florence Parmantel.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 30 juin 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/066/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2017-684-CT1 portant nomination de Mr Domnin Rauscher en qualité de Directeur Général des services du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 17/013/CM du 6 février 2017 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Domnin RAUSCHER, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante,

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- les courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01 janvier 2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

La signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- les courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- les courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- les courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- les courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre, Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- les courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- les courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- les courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- les courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- les courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- les courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- les courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- les courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- les courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Vincent Bonnafoux.

Article 4 :

Le présent arrêté prendra fin le 30 juin 2017.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/067/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire du Pays de Martigues ;

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Jean-Claude Guillou en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/525/CM du 15 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays de Martigues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Jean-Claude Guillou, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01 janvier 2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

- la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre ,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI,
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, (...),
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière d'eau et d'assainissement :

- tous les courriers, documents et arrêtés relatifs au SPANC,
- tous les actes relatifs au raccordement du réseau d'eau,
- formulaires d'attestation de qualité,
- les correspondances courantes des régies de l'eau et de l'assainissement,
- avis sur les autorisations d'urbanisme,
- les certificats de conformité sur le raccordement au réseau d'eau,
- les déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT),
- les Déclarations de Travaux (DT) et les Autorisations de Travaux d'Urgence.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude Guillou, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Jean-Edouard Duteche.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 30 juin 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/068/CM

Délégation de signature à Madame Laurence DARDALHON, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire d'Istres Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian Boucherie en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 12 octobre 2015 ;
- la délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n°DRH-2015-772, du 23 avril 2015 portant Madame Laurence Dardalhon Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence ;
- l'arrêté du Président du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence n°DRH-2015-1355 du 1^{er} juillet 2015 portant nomination de Madame Valérie Terseul, Directrice Générale Adjointe du S.A.N. Ouest Provence ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/527/CM du 15 décembre 2016 est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée à Madame Laurence Dardalhon, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire d'Istres Ouest Provence, composé des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules,
- les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacances des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- l'attribution ou la suppression de la NBI,
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et ingénieurs en chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents,

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les courriers de main levée,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, (...)
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),

En matière de prestations d'actions sociales suivies par la Régie d'action sociale (RAS) du Conseil de territoire Istres Ouest Provence :

- les formulaires de demande de participation des différentes villes pour les séjours organisés par la RAS (bons de prise en charge RAVI, Fos sur Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône, ...),
- les courriers d'invitation aux réunions d'information organisées avant chaque séjour,

En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

Tous les courriers et les documents relatifs aux :

- documents d'arpentage,
- fiches de demandes de renseignements auprès des hypothèques,
- états des risques naturels et technologiques,
- certificats d'affichage,
- demandes d'avis des domaines,
- demandes de documents complémentaires dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme,
- plans de bornage et de division,
- arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cessions de terrains,
- arrêtés relatifs aux permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables ainsi que les documents nécessaires à l'instruction des dossiers,
- lettre de non opposition à déclaration préalable,
- certificats d'urbanisme,
- certificats de conformité des permis d'aménager, des permis de construire et des déclarations préalables,
- lettre de renonciation aux DIA,
- attestations de non contestation de l'achèvement et de la conformité des travaux des permis de construire, des permis d'aménager, de démolir et des déclarations préalables.

En matière culturelle :

- les bordereaux relatifs aux déclarations et versements de cotisation effectuée auprès de l'AGESSA.
- les documents à teneur pédagogique du conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

RENTREE SCOLAIRE

- RENTREE SCOLAIRE / RENCONTRE PARENTS-PROFESSEURS : courrier invitant l'élève à rencontrer les professeurs pour fixer le créneau horaire de la nouvelle année scolaire dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE / ENTRETIEN D'ADMISSION : courrier invitant les nouveaux élèves à se présenter aux entretiens d'admission dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE - premier COURS : courrier invitant l'élève à se présenter au premier cours dans les différentes disciplines.

SCOLARITE

- CONGE PARTIEL : courrier confirmant la demande de congé dans une discipline ;
- CONGE GLOBAL : courrier confirmant la demande de congé dans toutes les disciplines ;
- DEMISSION : courrier confirmant à l'élève l'arrêt des activités au conservatoire de musique et de danse ;
- ANNEE SUPPLEMENTAIRE DANS LE CYCLE : courrier confirmant à l'élève l'attribution d'une année supplémentaire dans un cycle ;
- REGULARISATION DE SCOLARITE : courrier rappelant à l'élève l'obligation de suivre toutes les disciplines liées à son cursus ;
- ATTESTATION DE RECOMPENSE : courrier précisant à l'élève les résultats obtenus dans les disciplines suivies ;
- ATTESTATION DE NIVEAUX : courrier précisant à l'élève les disciplines suivies avec les niveaux respectifs ;
- CONVOCATIONS EXAMENS : courrier précisant aux élèves et aux jurys la date, l'horaire et le lieu des examens.

COURRIERS DIVERS

- REMPLACEMENT D'UN ENSEIGNANT : courrier informant les parents de l'absence d'un professeur et/ou de son remplacement ;
- DECLARATION SACEM : tableau dans lequel sont répertoriées toutes les manifestations (danse et musique) pour le calcul des droits d'auteur ;
- FICHE DECLARATIVE SEAM : imprimé complété pour l'achat annuel de timbres utilisés pour la validation de photocopies de partitions ;
- DEMANDE DE PHOTOCOPIES DE PARTITIONS : imprimé que les enseignants complètent lorsqu'ils sollicitent des photocopies de partitions ;
- ATTESTATION D'ACTIVITES : imprimé fourni par les familles pour un éventuel remboursement des droits forfaitaires par leur comité d'entreprise.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Valérie Terseul.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend fin le 30 juin 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/069/CM

Délégation de signature à Monsieur Michel GACON, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 9 mai 2016 portant nomination de Monsieur Michel Gacon dans les fonctions de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16/523/CM du 15 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Michel GACON, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01 janvier 2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeures de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents,

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, (...)
- les certificats administratifs,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel Gacon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Daniel Rousseau.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel Gacon et de Monsieur Daniel Rousseau, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nelly Nannero.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel Gacon, de Monsieur Daniel Rousseau, et de Madame Nelly Nannero la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Joseph Fumo.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 30 juin 2017.

ARTICLE 5 :

Les conditions de titularisation évoquées dans l'arrêté de nomination susvisé sont maintenues.

ARTICLE 6 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président :

Signé : M. Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/070/CM

Délégation de signature à Monsieur Patrick CANILLADE , Chargé de la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2011-051 du 17 novembre 2011 désignant Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur de la Régie des transports urbains du SMGETU ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian Boucherie en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 12 octobre 2015 ;
- L'arrêté du 8 novembre 2011 portant nomination de Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur général des Services du SMGETU ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/526/CM du 15 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est donnée sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Patrick Canillade à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, concernant exclusivement la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les requêtes en demande d'exonération,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01 janvier 2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI,
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeures de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000 €,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, (...)
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE).

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick Canillade, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Olivier Calando.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend fin le 30 juin 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/071/CM

Délégation de signature à Madame Sophie CONTE, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Territoire du Pays Salonais.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté portant nomination de Madame Sophie Conte en qualité de Directrice Générale des Services par intérim au sein de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance du 30 septembre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/524/CM du 15 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays Salonais composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Sophie Conte, chargée de l'administration métropolitaine du territoire du Pays Salonais, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01 janvier 2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI,
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- les courriers de main levée,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,
- les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (marchés, conventions, lettre de commandes ...) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaires au paiement des dettes ainsi générées,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, (...)
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laetitia Zugna.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte et de Madame Laetitia Zugna, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Pascal Mora,

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 30 juin 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/072/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-1, L5211-9 et L5217-1 et suivants ;
 - La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
 - La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République portant notamment transfert de compétences du Conseil Départemental à la Métropole Aix Marseille Provence ;
 - La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - La convention de gestion provisoire signée entre le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Métropole d'Aix Marseille Provence relative au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;
 - L'arrêté portant nomination de Monsieur Domnin Rauscher en qualité de Directeur Général Adjoint au sein de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 2 février 2015 ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 17/012/CM du 2 février est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sous ma surveillance et responsabilité, à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

- Politique de la ville :

Les lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- Politique Foncière :

Les courriers de saisine de l'Etat concernant les procédures foncières sur les projets des projets relevant de la compétence métropolitaine.

Article 3 :

Le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 8.6
situé dans la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres. Abroge et remplace le CCCT
approuvé par arrêté n° 17/048/CCM du 10/03/2017.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 1er juin 1989, portant création de la ZAC de Trigance à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 28 août 1991, approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2001, modifiant l'arrêté de création de la ZAC, pour indiquer que son aménagement sera confié à une Société d'Economie Mixte ou à un établissement public par une convention publique d'aménagement ;
- La délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, prise par Ouest Provence, approuvant la convention publique d'aménagement conclue entre Ouest Provence et l'EPAD, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC de Trigance à Istres ;
- La délibération n° 882/08 du 17 décembre 2008, prise par Ouest Provence, approuvant la cinquième modification de la ZAC ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté n° 16/527/CM du 15 décembre 2016, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Laurence Dardalhon chargée de l'administration métropolitaine du Territoire Istres-Ouest Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que l'arrêté n° 17/048/CCM du 10 mars 2017 comporte une erreur de plume et doit être en conséquence abrogé ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 8.6, situé dans la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté n° 17/048/CCM du 10 mars 2017.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/074/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision N° 16/395/D en date du 21 décembre 2016 instituant une régie de recettes prolongée de RÉGIE GESTION LOCATIVE ARBOIS auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 27 février 2017 ;
- L'avis conforme du régisseur titulaire du 7 mars 2017 ;
- L'avis conforme des mandataires suppléants du 7 mars 2017.

ARRETE

Article 1 :

Madame Céline Martin, directrice générale de la société ACCORD au 11 Cours Mirabeau 13100 Aix-en-Provence, est nommée régisseur titulaire de la régie de recettes prolongée REGIE GESTION LOCATIVE ARBOIS instituée auprès de Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la ZAC du Petit Arbois (Technopôle de l'Arbois), avec pour missions d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Article 2 :

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Céline Martin sera remplacée par le mandataire suppléant Monsieur Daniel Magnetti, Président de la société ACCORD.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Article 3 :

Madame Céline Martin est astreinte à constituer un cautionnement fixé à 6 100 €.

Article 4 :

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

Article 5 :

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal modifié par la loi n°2013-1117 du 6 décembre 2013-article 6.

Ils doivent encaisser ces recettes selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 6 :

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 7 :

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne les dispositions de l'Instruction Codificatrice N° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président

Maire de Marseille

Ancien Ministre

Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/076/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 39 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN OUEST PROVENCE ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité syndical de Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil municipal de la commune d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/527/CM du 15 décembre 2016, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Laurence Dardalhon chargée de l'administration métropolitaine du Territoire Istres-Ouest Provence ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 39, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article 1 (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/077/CM

Transfert d'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 264 rue Saint Pierre 13005 Marseille, à la SASU « AU PASS'TEMPS », représentée par Monsieur Hervé Labarge.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

La demande de transfert d'Autorisation d'Occupation Temporaire déposée le 16 décembre 2016 par la SASU « AU PASS'TEMPS », domiciliée 11, Avenue Marcel Pagnol 13830 Roquefort la Bédoule, représentée par Monsieur Hervé Labarge, né le 26 Février 1966 à Pontarlier (25), en tant que gérant,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

En vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :
264, rue Saint Pierre 13005 Marseille
RCS Marseille n° 828 390 989
N° SIRET : 828 390 989 00014

ARRETE

Article 1 :

La SASU « AU PASS'TEMPS », représentée par Monsieur Hervé Labarge, en tant que gérant, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés et demi (12,5 m²), sur le domaine public, sis 264, rue Saint Pierre 13005 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant.

Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/078/CM

**Transfert d'autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire
situé 8 bd Ferdinand de Lesseps 13015 Marseille à Monsieur Vincent Guiliano.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

La demande déposée le 5 Février 2017 par Monsieur Vincent Giuliano, Né le 11 juillet 1963 à Marseille, domicilié 18, traverse Antoine Donaz 13015 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

8, Boulevard Ferdinand de Lesseps 13015 Marseille
RCS Marseille n° 791 850 522
N° SIRET : 791 850 522 00032

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Vincent Giuliano, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12 m²) sur le domaine public, sis 8, Boulevard Ferdinand de Lesseps 13015 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable.

Le bénéficiaire a connaissance, au jour de la notification de la présente autorisation, du projet d'extension du tramway dont le tracé se situerait sur l'emplacement du kiosque. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour ce motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de « ses consommateurs » et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/079/CM

Raccordement des Immeubles Impasses des Bambous à La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit le réseau public de collecte des eaux usées, ci-après, dans un but d'hygiène et de salubrité publique.
- Que ce réseau public de collecte des eaux usées est achevé, réceptionné définitivement et peut être mis en service.

ARRETE

Article 1 :

Le raccordement des immeubles, situés Impasse des Bambous à la Ciotat, aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte, notifié par le présent arrêté.

Article 2 :

Les propriétaires et les constructeurs devront se conformer aux prescriptions des lois, textes et règlements susvisés.

Article 3 :

Le branchement à l'égout public des installations sanitaires doit faire l'objet, avant tout début d'exécution des travaux, d'une autorisation délivrée par le Service d'Assainissement Est Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Dans le cas où une intervention sur le domaine public est nécessaire, l'autorisation de branchement sera subordonnée à l'autorisation d'ouverture de tranchée dont la demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence devra être jointe au dossier.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/080/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 11 place de la joliette 13002 Marseille, à Monsieur Patrick Nouar.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n°89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire délivré le 25/06/1999 par la Ville de Marseille, à Monsieur Nouar Patrick.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté délivré le 25/06/1999 par la Ville de Marseille, à Monsieur Nouar Patrick, est abrogé.

Article 2

Monsieur Nouar Patrick, né le 11/11/1955 à Marseille, domicilié 26 Chemin de L'Heritage 13740 Le Rove, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 387 826 035 00017, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de treize mètres carrés (13 m2) sur le domaine public, sis 13 place de la Joliette 13002 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/081/CM

Renouvellement Autorisation Occupation Domaine Public du kiosque alimentaire sis 6 place du Séminaire 13002 Marseille à la SAS RP Food, représentée par Renaud RASCLE.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n°89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 14/475/CC, délivré le 25 juin 2014 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SAS RP FOOD, représentée par Monsieur Renaud Rascle, en tant que gérant.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 14/475/CC, délivré le 25 juin 2014 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SAS RP FOOD, représentée par Monsieur Renaud Rascle, est abrogé.

Article 2

La SAS RP FOOD , représentée par Monsieur Renaud Rascle, en tant que gérant, né le 22/09/75 à Marseille, domicilié 42 avenue de Rome les Estoublans Le Forum 13127 Vitrolles, immatriculé au RCS Salon de Provence sous le n° 801 132 127 00011, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de dix-neuf mètres carrés vingt-cinq (19,25 m²) sur le domaine public, sis 6, Place du seminaire 13002 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/082/CM

Renouvellement de l'Autorisation d'occupation du Domaine Public du kiosque alimentaire sis 11 bd du jardin Zoologique 13004 Marseille à Monsieur Grégory Letisserand.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 12/315/CC, délivré le 13 novembre 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Letisserand Grégory.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 12/315/CC, délivré le 13 novembre 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Letisserand Grégory, est abrogé.

Article 2

Monsieur Letisserand Grégory, né le 7 septembre 1977 à Marseille, domicilié 28 bd Aillaud 13005 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 790 205 058 00015, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de cinq mètres carrés (5 m²) sur le domaine public, sis 11 bd jardin zoologique 13004 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/083/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire sis 25 Bd Jean Moulin 13005 Marseille à Monsieur Gilles Fraudet,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 13/286/CC, délivré le 13 août 2013 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Fraudet Gilles.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 13/286/CC, délivré le 13 août 2013 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Fraudet Gilles, est abrogé

Article 2

Monsieur Fraudet Gilles, né le 1 juin 1958 à Marseille, domicilié 6 bd Tramoni 13240 Septemes Les Vallons, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 384 121 257 00024, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m2) sur le domaine public, sis 25 bd Jean Moulin 13005 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/084/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire sis angle Av. Cantini / rue du Docteur Schweitzer 13006 Marseille, à la SARL Lice

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 12/110/CC, délivré le 13 avril 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Lice, représentée par Madame Lisa Assoune, en tant que gérante.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 12/110/CC, délivré le 13 avril 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Lice, représentée par Madame Lisa Assoune, en tant que gérante, est abrogé.

Article 2

La SARL Lice, représentée par Madame Lisa Assoune, en tant que gérante, née le 7 décembre 1991 à Marseille, domiciliée 31 CH Vallon de Toilouse la verboise - BAT B 13010 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 539 919 241 00023, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de vingt mètres carrés (20 m²) sur le domaine public, sis AV. Cantini / Rue Docteur Albert Schweitzer 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/087/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire sis 45 rue Breteuil / place Monthyon 13006 à Marseille à Monsieur Marc Muscinesi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail et notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 10/307/CC, délivré le 6 octobre 2010 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Muscinesi Marc.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 10/307/CC, délivré le 6 octobre 2010 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Muscinesi Marc, est abrogé.

Article 2

Monsieur Muscinesi Marc, né le 01 mars 1963 à Marseille, domicilié 17 bd du petit nice 13008 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 352 736 029 00039, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m²) sur le domaine public, sis 45 Rue Breteuil - Place Monthyon 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/088/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis angle Av.Pasteur / rue Girardin 13007 Marseille à la SARL BM, représentée par Madame Brigitte Malonni,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le Règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 06/302/CC, délivré le 31 octobre 2006 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL BM, représentée par Madame Malonni Brigitte, en tant que gérante.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 06/302/CC, délivré le 31 octobre 2006 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL BM, représentée par Madame Malonni Brigitte, en tant que gérante, est abrogé

Article 2

La SARL BM, représentée par Madame Malonni Brigitte, en tant que gérante, née le 8 octobre 1951 à Moyeuvre-Grande (57), domiciliée 1 rue Francis Davso 13001 MARSEILLE, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 481 214 096 00028, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de huit mètres carrés (8 m2) sur le domaine public, sis avenue Pasteur / rue Girardin 13007 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/089/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 1 bd Raymond Teisseire 13008 Marseille à Madame Cecile Flesia.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 02/536/CC, délivré le 14 novembre 2002 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Flesia Cécile.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 02/536/CC, délivré le 14 novembre 2002 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Flesia Cécile, est abrogé.

Article 2

Madame Flesia Cécile, née le 21 novembre 1975 à Marseille, domiciliée 22 route de la treille 13011 MARSEILLE, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 429 968 068 00032, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de treize mètres carrés (13 m²) sur le domaine public, sis 1 rue Raymond Teissere 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/090/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis Bd de la GAYE à Monsieur Paul Xavier Saoli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n°89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 12/141/CC, délivré le 24 mai 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Saoli Paul-Xavier.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 12/141/CC, délivré le 24 mai 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Saoli Paul-Xavier, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Saoli Paul-Xavier, né le 15/01/1961 à Marseille, domicilié 15 Avenue Jean-Baptiste Long 13600 La Ciotat, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 498 534 411 00026, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de quatorze mètres carrés (14 m2) sur le domaine public, sis Traverse de la Gaye (face au CES Sylvain Menu) 13009 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/091/CM

Renouvellement autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire sis Rond Pont de l'Obélisque 13009 Marseille à la SARL Kiosque de l'Obélisque

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 08/083/CC, délivré le 7 avril 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Kiosque de l'obelisque, représentée par Monsieur Rencurel Philippe, en tant que gérant.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 08/083/CC, délivré le 7 avril 2008 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Kiosque de l'obelisque, représentée par Monsieur Rencurel Philippe, en tant que gérant, est abrogé.

Article 2

La SARL Kiosque de l'obelisque, représentée par Monsieur Rencurel Philippe, en tant que gérant, né le 4 novembre 1965 à Marseille, domicilié chemin des passons Résidence « La Clé des Champs » -Bat G28 13400 Aubagne, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 434 788 501 00014, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m²) sur le domaine public, sis rond point de Mazargues 13009 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/092/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire sis angle Bd de St marcel / rue du Queyral 13011 Marseille à Madame Geneviève Mariotta

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 2000/922, délivré le 24 mai 2000 par la Ville de Marseille, à Madame Gari Épouse Mariotta Geneviève.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 2000/922, délivré le 24 mai 2000 par la Ville de Marseille, à Madame Gari Épouse Mariotta Geneviève, est abrogé.

Article 2

Madame Gari Épouse Mariotta Geneviève, née le 9 septembre 1958 à Marseille, domiciliée 44 ch des Campanules 13012 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 431413 806 00016, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de huit mètres carrés (8 m²) sur le domaine public, sis bd st Marcel angle rue Queylar 13011 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/093/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 146 route de la Valentine 13011 Marseille à Madame Cathy ASSOUNE.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui règlemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 10/166/CC, délivré le 18 juin 2010 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Benisti Épouse Assoune Cathy.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 10/166/CC, délivré le 18 juin 2010 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Benisti Épouse Assoune Cathy, est abrogé.

Article 2

Madame Benisti Épouse Assoune Cathy, née le 6 novembre 1967 à Marseille, domiciliée 19 Chemin Jean Roubin 13009 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 382 548 063 00033, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de vingt mètres carrés (20 m²) sur le domaine public, sis 146 Route de Valentine 13011 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/094/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 2 Bd Ampère 13014 Marseille à la SARL La Nourrice, représentée par Monsieur Antoine Attard.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 94/30, délivré le 19 janvier 1994 par la Ville de Marseille, à la SARL La Nourrice, représentée par Monsieur Attard Antoine, en tant que gérant.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 94/30, délivré le 19 janvier 1994 par la Ville de Marseille, à la SARL La Nourrice, représentée par Monsieur Attard Antoine, en tant que gérant, est abrogé.

Article 2

La SARL La Nourrice, représentée par Monsieur Attard Antoine, en tant que gérant, né le 04 octobre 1946 à Sfax (Tunisie), domicilié 30 Ch du Jas Vieux 13620 Carry Le Rouet, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 393 652 359 00026, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m²) sur le domaine public, sis 2 Bd Ampère 13014 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/095/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 529 Ch. de la Mardrague Ville 13015 Marseille à Madame Yahia Berrouiguet Rachida

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 07/241/CC, délivré le 7 août 2007 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Yahia Berrouiguet Rachida.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 07/241/CC, délivré le 7 août 2007 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Yahia Berrouiguet Rachida, est abrogé.

Article 2

Madame Yahia Berrouiguet Rachida, née le 30 juillet 1956 à Aubagne (13), domiciliée 54 rue Jules Moulet la Falaise 13006 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 342 809 035 00047, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12 m²) sur le domaine public, sis 529 Chemin de la madrague ville 13015 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/096/CM

Renouvellement Autorisation d'occupation du Domaine public pour le kiosque alimentaire sis 38, plage de l'Estaque 13016 Marseille à la SARL 2RJ, représentée par Stephane Décalion

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 12/051/CC, délivré le 27 février 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL 2RJ, représentée par Monsieur Stéphane Decalion, en tant que gérant ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 12/051/CC, délivré le 27 février 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL 2RJ, représentée par Monsieur Stéphane Decalion, en tant que gérant, est abrogé.

Article 2

La SARL 2RJ, représentée par Monsieur Stéphane Decalion, en tant que gérant, né le 24 juillet 1974 à Marseille, domicilié 12 rue Clairevue 13740 Le Rove, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 490 918 331 00011, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m2) sur le domaine public, sis 38 plage de l'Estaque 13016 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Avril 2017

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/097/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 42, plage de l'Estaque 13016 Marseille à Monsieur Morales Michel.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 03/236/CC, délivré le 17 juin 2003 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Morales Michel.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 03/236/CC, délivré le 17 juin 2003 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Morales Michel, est abrogé.

Article 2

Monsieur Morales Michel, né le 07 février 1957 à Oran (Algérie), domicilié 70 Imp du Château les Jardins du Château-Bât A - 13400 Aubagne, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 418 822 847 00020, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de cinq mètres carrés (5 m²) sur le domaine public, sis 42 plage Estaque 13016 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/098/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 90 plage de l'Estaque 13016 Marseille, à la SARL CAPI, représentée par Monsieur Didier Camus

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 99/36829, délivré le 7 juin 1999 par la Ville de Marseille, à la SARL CAPI, représentée par Monsieur Camus Didier, en tant que gérant ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 99/36829, délivré le 7 juin 1999 par la Ville de Marseille, à la SARL CAPI, représentée par Monsieur Camus Didier, en tant que gérant, est abrogé.

Article 2

la SARL CAPI, représentée par Monsieur Camus Didier, en tant que gérant, né le 1er septembre 1972 à Marseille, domicilié 909 Ch du Tourtaret 13112 La Destrousse, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 421 911 405 00015, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m2) sur le domaine public, sis 90 Plage Estaque 13016 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/099/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis Rond Point André Roussin 13016 Marseille à Madame Benesti Michelle

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régit les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 05/146/CC, délivré le 7 juillet 2005 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Michelle Benesti.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 05/146/CC, délivré le 07 juillet 2005 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Benesti Michèle, est abrogé.

Article 2

Madame Benesti Michèle, née le 5 décembre 1945 à Oran (Algérie), domicilié 10 BD Baude 13009 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 071 714 786 00044, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés et cinquante centimètres carrés (12,5 m²) sur le domaine public, sis Rd pt André Roussin / rue Gaston Castel 13016 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/100/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 20 Bd Ferdinand de Lesseps 13003 Marseille à Madame Sabine Nicolaïdes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 15/463/CC, délivré le 4 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Ferrante Epouse Nicolaïdes Sabine.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 15/463/CC, délivré le 4 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Ferrante Epouse Nicolaïdes Sabine, est abrogé.

Article 2

Madame Ferrante Epouse Nicolaïdes Sabine , née le 13 décembre 1973 à Marseille, domiciliée 24, Avenue des Près Laure 13180 Gignac La Nerthe, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 794 049 643 00016, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de dix-huit mètres carrés (18 m²) sur le domaine public, sis 20 Boulevard Ferdinand de Lesseps 13003 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/101/CM

**Renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du kiosque alimentaire
sis 6 Bd Frédéric Sauvage 13014 Marseille à Monsieur Philippe Coppano**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 13/202/CC, délivré le 21 juin 2013 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Coppano Philippe.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n° 13/202/CC, délivré le 21 juin 2013 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Coppano Philippe, est abrogé ;

Article 2

Monsieur Coppano Philippe , né le 30 septembre 1960 à Marseille, domicilié 21 rue Fargès 13008 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 479 280 612 00025, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de dix-huit mètres carrés et quatre-vingt centimètres carrés (18,80 m²) sur le domaine public, sis 6 Bd Frédéric Sauvage 13014 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/102/CM

Renouvellement d'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire sis 52 Av. Escadrille Normandie Niemen 13013 à la SARL Mister JO, représentée par Monsieur Joseph Antar.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail et notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 09/082/CC, délivré le 15 avril 2009 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Mister Jo, représentée par Monsieur Joseph Antar, en tant que gérant,

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 09/082/CC, délivré le 15 avril 2009 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Mister Jo, représentée par Monsieur Joseph Antar, en tant que gérant, est abrogé.

Article 2

La SARL Mister Jo, représentée par Monsieur Joseph Antar, en tant que gérant, né le 29 mars 1966 à Saba (Liban), domicilié 55 av. de la Rose la Brunette- Bat. E -13013 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 512 118 860 00018, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de dix mètres carrés et dix centimètres carrés (10,10 m2) sur le domaine public, sis 52 av. Escadrille Normandie Niemen 13013 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/103/CM

**Renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire pour le kiosque à fleurs
sis 1 av. du Prado 13006 Marseille à la SARL Fleurettes, représentée par Monsieur
Jérémie Peyvel**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 14/096/CC, délivré le 14 février 2014 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Fleurettes, représentée par Monsieur Jérémie Peyvel.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°14/096/CC, délivré le 14 février 2014 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Fleurettes, représentée par Monsieur Peyvel Jérémie, en tant que gérant, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 2

La SARL Fleurettes, représentée par Monsieur Peyvel Jérémie, en tant que gérant, né le 19 Février 1979 à Draguignan (83), domiciliée 8 traverse Cas 13004 Marseille, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 493 939 615 00024, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de huit mètres carrés et soixante-quinze centimètres carrés (8.75 m²) sur le domaine public, sis 1 Avenue du Prado 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/104/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à fleurs sis 215 av. du Prado 13008 Marseille à Monsieur Robert Nicolas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°14/013/CC, délivré le 19 janvier 2014 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Robert Nicolas.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n° 14/013/CC, délivré le 19 janvier 2014 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Robert Nicolas, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 2

Monsieur Robert Nicolas, né le 29 avril 1982 à Marseille (13), domicilié 46 Avenue de Saint Barnabé-Parc Provence Bât. E19 - 13012 Marseille, immatriculé au RCS de Marseille sous le n° 533 919 452 00029, est autorisé à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de huit mètres carrés (8 m²) sur le domaine public, sis 265 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs. Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/105/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à fleurs sis 1 av. Viton 13009 Marseille à Madame Muriel Vincenti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 11/374/CC, délivré le 6 décembre 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Trech épouse Vincenti Muriel.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°11/374/CC, délivré le 6 décembre 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Trech épouse Vincenti Muriel, est abrogé.

Article 2

Madame Trech épouse Vincenti Muriel, née le 15 mai 1977 à Marseille (13), domicilié 55 Chemin de Saint Menet aux Accates - Campagne La Cypière 13011 Marseille, immatriculée au RCS de Marseille sous le n°539 239 822 00015, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de douze mètres carrés (12 m²) sur le domaine public, sis 1 Avenue Viton 13009 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/108/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à fleurs sis 123 ch. de Gibbes 13014 Marseille à Madame Giacomi Victorine

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°93/564, délivré le 1 avril 1993 par la Ville de Marseille, à madame Faramia épouse Giacomi Victorine ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°93/564, délivré le 1 avril 1993 par la Ville de Marseille, à Madame Faramia épouse Giacomi Victorine, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 2

Madame Faramia épouse Giacomini Victorine, née le 3 octobre 1951 à Marseille (13), domiciliée 175 Chemin de Sainte Marthe - Résidence Belle Viste - Bât. C -13014 Marseille, immatriculée au RCS de Marseille sous le n°391 051 554 00015, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de huit mètres carrés (8 m²) sur le domaine public, sis 123 Chemin de Gibbes 13014 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/109/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à fleurs sis Chemin de Saint Louis au Rove (Entrée Cimetière du Saint Louis) à Madame Nadine Caciotti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°86/495, délivré le 06 janvier 1987 par la Ville de Marseille, à Madame Casa épouse Caciotti Nadine.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°86/495, délivré le 6 janvier 1987 par la Ville de Marseille, à Madame Casa épouse Caciotti Nadine, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 2

Madame Casa épouse Caciotti Nadine, née le 9 avril 1966 à Marseille (13), domiciliée 533 Vallon de la Graffiane 13820 Ensues-la-Redonne, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 330 610 338 00015, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de trois mètres carrés et soixante centimètres carrés (3.60 m²) sur le domaine public, sis Chemin de Saint Louis au Rove (Entrée Cimetière du Saint Louis), en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/110/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à cordonnerie sis 94 Bd des Dames 13002 Marseille à Monsieur Ramora Robert.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°93/0162, délivré le 22 janvier 1993 par la Ville de Marseille, à Monsieur Ramora Robert.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°93/0162, délivré le 22 janvier 1993 par la Ville de Marseille, à Monsieur Ramora Robert, est abrogé.

Article 2

Monsieur Ramora Robert, né le 19 août 1962 à Marseille (13), domicilié 344 chemin de Morgiou 13009 Marseille, immatriculé au RCS de Marseille sous le n° 390 163 855 00013, est autorisé à exploiter un kiosque à cordonnerie d'une dimension de cinq mètres carrés (5 m²) sur le domaine public, sis 94 Bd des Dames 13002 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/111/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à cordonnerie sis 3 rue Belle Ombre 13009 Marseille à Monsieur Petros Vagharchak

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°92/0502, délivré le 24 juillet 1992 par la Ville de Marseille, à Monsieur Vagharchak Petros.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°92/0502, délivré le 24 juillet 1992 par la Ville de Marseille, à Monsieur Vagharchak Petros, est abrogé.

Article 2

Monsieur Vagharchak Petros, né le 17 octobre 1956 à Erevan (Arménie), domicilié 42 Av. Bernard Lecache - Rés. Clairval - Bât. F-13011 Marseille, immatriculé au RCS de Marseille sous le n° 322 962 273 00023, est autorisé à exploiter un kiosque à cordonnerie d'une dimension de neuf mètres carrés et quatre-vingt centimètres carrés (9.80 m²) sur le domaine public, sis 3 rue Belle Ombre 13009 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/112/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à légumes sis 1 av. du Prado 13006 Marseille à Monsieur Behilil Mohamed

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°10/305/CC, délivré le 6 octobre 2010 par la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Behilil Mohamed ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°10/305/CC, délivré le 6 octobre 2010 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Behilil Mohamed, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Article 2

Monsieur Behilil Mohamed, né le 28 août 1965 à Oran (Algérie), domicilié 12 rue du Docteur Escat 13006 à Marseille, immatriculé au RCS de Marseille sous le n° 498 768 050 00029, est autorisé à exploiter un kiosque à fruits et légumes d'une dimension de huit mètres carrés et vingt – cinq centimètres carrés (8.25 m²) sur le domaine public, sis 1 av. du Prado 13006 Marseille, afin de procéder à la ventes de fruits et légumes.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dument motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2017

Le Président

Maire de Marseille

Ancien Ministre

Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/113/CM

Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque à coquillages sis 1 place du 4 septembre 13007 Marseille à Monsieur Lahoude Patrice Lahoude.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail et notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant élection de M. Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°11/0093/CC, délivré le 20 mai 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Patrice Lahoude.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°11/0093/CC, délivré le 20 mai 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Patrice Lahoude, est abrogé.

Article 2

Monsieur Patrice Lahoude, né le 4 mars 1968 à Marseille, domicilié 37 rue de Suez 13007 Marseille, immatriculé au RCS de Marseille sous le n° 798 025 888 00016, est autorisé à exploiter un kiosque à coquillages et poissons d'une dimension de six mètres carrés et soixante centimètres carrés (6,60 m²) sur le domaine public, sis 1 Place du quatre septembre 13007 à Marseille, en vue de procéder à la vente de poissons et coquillages.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

DÉCISIONS

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/085/D

**Régie d'avance pour la mise en oeuvre des dépenses du programme Plan Local
pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 27 février 2017,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avances pour la Maison de la Formation du Pays de Martigues en lieu et place de la Régie qui était ouverte auprès du Service Emploi-Formation Insertion anciennement dénommée Régie d'avance pour la mise en œuvre des dépenses du programme Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues avant 2016.

La régie d'avance pour la mise en œuvre des dépenses du programme Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues est institué pour le paiement des dépenses en matière de :

- l'aide aux adhérents destinée à faciliter l'accompagnement dans le cadre de leur parcours professionnel au sein du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi imputés sur la fonction 651 du Budget de l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues.
- la gestion des frais de fonctionnement inhérents au programme du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, et éligibles au Fond Social Européen imputés sur la fonction 651 du Budget de l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues

Les dépenses de la régie d'avance pour la mise en œuvre des dépenses du programme Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues s'impacteront sur le Budget de l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues en fonction de la nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée à la Maison de la Formation du Pays de Martigues Quai Lucien Toulmond, Quartier de l'Ile 13500 Martigues.

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées en :

- espèces

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir pour les aides aux adhérents et les frais de fonctionnement du dispositif est de 3 500 euros.

Cette avance sera reconstituée chaque fois que cela sera nécessaire dans la limite du montant maximum fixé l'article 4 et sur présentation des justificatifs de dépenses.

Article 5 :

Le régisseur est autorisé à disposer d'un compte de dépôt de fonds au Trésor.

Article 6 :

Les dépenses au titre des aides aux adhérents portent sur :

- Les frais de transports, avec remboursements de frais kilométriques, sur une base forfaitaire de 0,30euros/km en cas d'utilisation de véhicule personnel,
- des cartes d'abonnement ou de tickets en cas de transport collectif,- des frais de repas, le remboursement des dépenses alimentaires sur le lieu de l'action s'effectuant sur la base de 6,00 euros/repas
- des frais vestimentaires,
- des fournitures d'équipement professionnel nécessaire à une formation,
- des frais d'inscription à un concours
- des frais au titre de garde d'enfants

- des frais d'hébergements
- Les aides aux adhérents sont accordées après avis d'une demande présentée par l'accompagnateur à l'emploi, lors d'une commission d'intégration et de suivi du parcours du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, et selon les critères suivants :
- la motivation réelle du bénéficiaire, concrétisée par les démarches déjà engagées dans son parcours d'insertion,
- la situation financière du bénéficiaire,
- l'aspect complémentaire ou subsidiaire du fonds par rapport aux aides de droit commun déjà sollicitées,
- le caractère d'urgence de la demande,

Le versement de ces aides se fait directement auprès du bénéficiaire, et sur présentation des justificatifs de dépenses.

Article 7 :

Les dépenses au titre des frais de fonctionnement portent sur :

- l'achat de timbre-poste lié aux envois de courriers et convocations aux adhérents du plan Local pour l'Insertion et l'Emploi,
- des frais concernant la mise en place de rencontres d'adhérents du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, dans le cadre d'informations collectives (petits déjeuners collectifs...)

Le versement des frais de fonctionnement se fait directement auprès du bénéficiaire, sur présentation des justificatifs.

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8:

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/086/D

Modification d'affectation budgétaire de l'emprunt n° 2016-013

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision d'emprunt n°16/405/D du 7 décembre 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des raisons d'équilibre budgétaire du budget annexe Opérations d'Aménagement du Territoire de Marseille Provence de répartir l'emprunt 2016-013 avec l'établissement SFIL ;

DECIDE

Article 1 :

Est décidé de répartir l'emprunt contracté avec l'établissement SFIL n°2016-013, d'un montant total de 40 000 000 € de la manière suivante :

- 32 250 000 € sont affectés au budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- 4 750 000 € sont affectés au budget annexe Opérations d'Aménagement du Territoire de Marseille Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Article 2 :

Ne sont pas modifiées les caractéristiques autres indiquées dans l'article 2 de la décision d'emprunt n°16/405/D du 7 décembre 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/087/D

Convention avec l'organisme ANPAA 13 pour l'action de formation intitulée sensibilisation sur le risque alcool et autres addictions en milieu professionnel" d'un montant de 1 640,00 euros nets.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour l'année 2017 des agents de la Métropole exerçant leurs fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation avec l'association «ANPAA 13» est nécessaire

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- Que les objectifs de cette action sont de transmettre une base sur les conduites addictives, faciliter la compréhension des différents rapports au produit psychoactif (usage, abus, dépendance), poser le cadre de la prévention et de la régulation de ces consommations au travail, articuler conduites addictives et sécurité routière ;
- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association «ANPAA 13» relative à l'action de formation intitulée «Sensibilisation sur le risque alcool et autres addictions en milieu professionnel» pour l'année 2017.

Article 2 :

Est approuvée la participation de 80 agents maximum à cette action de formation, d'une durée de quatre demi-journées sur l'année 2017, et se déroulant à Istres.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 640,00 € nets sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/088/D

Décision de délégation du Droit de Préemption Urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 9 rue Jean Roque 13001 Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la Commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-1018 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 17 0069 reçue le 21 février 2017.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la Soleam, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soleam pour l'acquisition de l'immeuble situé 9 rue Jean Roque 13001 Marseille, cadastré 803 B 175 d'une superficie de 91 m² appartenant à la SCI Les Embiez, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/089/D

Exercice du droit de priorité pour deux bandes de terrain sises rue Gustave Eiffel à Marseille appartenant à l'Etat pour un montant de 352 450 euros.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L240-1 à L240-3 accordant aux communes ou à leur délégataires une priorité d'acquisition sur les projets de cessions d'un bien de l'Etat ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et lui permettant d'exercer ou déléguer le droit de priorité ;
- Le droit de priorité enregistré sous le numéro DA 13209 17 0022 reçu en mairie le 30 janvier 2017 portant aliénation d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis rue Gustave Eiffel, 13009 Marseille d'une superficie de 14 098 m² à détacher de la parcelle cadastré 853 A 0054 pour un prix de 352 450 euros.

DECIDE

Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence le droit de priorité, qui lui est ouvert, d'acquérir le bien mobilier sur le territoire de la commune de Marseille ci-après désigné :

SECTION	853 A 0054
CONTENANCE	14 098 m ²
SITUATION	Rue Gustave Eiffel
PROPRIETAIRE	Etat par France Domaine
PRIX France Domaine	352 450 euros

Objet du droit de priorité : L'acquisition de deux bandes de terrain d'une surface totale de 14 098 m² permettra l'aménagement des berges de l'Huveaune et de ses abords à Marseille.

Article 2 :

La décision d'acquérir l'immeuble ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez maître DURAND-SANTELLI-GIRARD-DE ROUDNEFF – AFFLALOU-TAKTAK, 65 avenue Jules Cantini, Tour Méditerranée – 13298 Marseille.

Article 3 :

Le prix de l'acquisition et les frais d'actes seront payés sur les crédits de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération 2015/00104 – Sous-Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Décision de création d'une régie de recette pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitains

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mars 2017.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit créer une régie de recette pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires Métropolitain.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour le système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitain.

Les recettes de la régie s'impacteront sur le budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Direction des Transports

Les Docks

Atrium 10.7- 10 place de la Joliette

13002 Marseille.

Article 3 :

La régie encaisse les frais d'inscription et tarifs des transports scolaires via un site internet mis à disposition des familles par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

La régie est autorisée à encaisser pour le compte de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la communauté d'agglomération Terre de Provence les frais d'inscription et tarifs des transports scolaires via un site internet mis à disposition des familles par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces recettes seront reversées une fois par an à la clôture de l'exercice comptable.

Article 5 :

Les recettes sont encaissées exclusivement par carte bancaire (Système billettique internet)

Les recettes sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un abonnement au transport scolaire (carte magnétique).

Dès l'inscription sur le site, les familles reçoivent un courriel de confirmation.

Article 6 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3 et 4, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 7 :

Le compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom de la régie système d'encaissement en ligne des frais et tarifs des transports scolaires métropolitain auprès du comptable public assignataire.

Article 8 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 000 €

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de la recette des finances de Marseille Métropole la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/091/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le cadre d'une requête déposée par la Société Méditerranéenne de Nettoyement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 161/13 de Ouest Provence du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- La requête en référé présentée par la Société Méditerranéenne de Nettoyement, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1701897-3) demandant l'annulation de la procédure de mise en concurrence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les prestations de «Propreté urbaine et collecte des déchets ménagers et assimilés sur une partie du territoire de la ville de Marseille» en tant qu'elle concerne les lots 2 et 3 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1701897-3 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Claude Basso.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 de Ouest Provence du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1004) avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- Le jugement rendu le 19 janvier 2017 (RG n°13/05311) par le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence ;
- La requête présentée par Monsieur Claude Basso, déposée devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (n° 17/02004) demandant l'annulation du jugement visé ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans le dossier n° 17/02004 et d'être représenté dans cette affaire par Cabinet Leonardi Catsicalis, 15 Avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont prise en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/093/D

Convention de participation ZAC de la Cité de la Méditerranée 17b avenue Robert Schuman avec la Société PITCH PROMOTION.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée ;
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euro Méditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée ;

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euro Méditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la Société Pitch Promotion, propriétaire d'un terrain situé 17b avenue Robert Schuman 13002 Marseille, a déposé une demande de permis de construire n° 013055 16 00949 P0 le 09 décembre 2016 en vue d'édifier un immeuble de logements avec création de surface de plancher ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée et est compris dans la zone UZCIAD du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que le terrain sis à Marseille (2e arrondissement) 17A -17b avenue Robert Schuman, et 6-8 et 18 rue Mazenod Cadastéré 861H26 et 861H25 d'une superficie de 3 209 m² n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 786 226,60 € ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMPM) et la Société Pitch Promotion conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondants à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la Société Pitch Promotion aux coûts des équipements publics de la ZAC Cité de la Méditerranée d'un montant de 786 226,60 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Cité de la Méditerranée.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/094/D

Bail civil 155 Bd Jean Jaurès - 13600 La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Suite à la création de la Métropole Aix Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, de nouvelles compétences ont été attribuées à la collectivité, notamment la Politique de la Ville et de l'équilibre social.

Dans ce cadre, il s'agit de prendre à bail de nouveaux locaux situés à la Ciotat afin d'assurer la mise en place de bureaux pour les agents du service Politique de la Ville.

Les conditions sont les suivantes :

- **Désignation** : Bureaux situés 155 bd Jean Jaurès – 13600 La Ciotat, d'une superficie de 97,53 m² au 3^{ème} et 4^{ème} étages.
- **Durée** : 4 ans, soit jusqu'au 14 avril 2021
- **Prise d'effet** : 15 avril 2017
- **Loyer** : 7666,80 euros HT annuel, révisé tous les ans selon l'ICC.
- **Charges** : pour la première année, provisions sur charges de 2189,88 euros HT

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un bail civil avec la Société de Gestion Immobilière de la Ville de Marseille (SOGIMA), à compter du 15 avril 2017 pour les locaux situés 155 Bd Jean Jaurès à La Ciotat

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail civil avec la SOGIMA à compter du 15 avril 2017 pour une durée de 4 ans, aux conditions ci-avant exposées

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole – Sous politique A 130 - Natures 6132, 614, 616, 6226, 63512, 63513, 275.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/095/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 8 rue Louis Vignol à La Ciotat appartenant à Madame Catherine Caramigeas.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du Droit de Préemption Urbain sur le territoire communautaire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 073-203/16/CM du 28 avril 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2017

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 19 janvier 2017 enregistrée sous le numéro DA 13028 17 0038 portant aliénation d'une parcelle appartenant à Madame Catherine Caramigeas sise 8 rue Louis Vignol à La Ciotat, cadastrée section AB n° 19 d'une superficie cadastrale de 45 m².

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra de réaliser une opération d'acquisition – amélioration portant sur deux logements et un commerce ;
- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le centre ancien de La Ciotat et permettra de répondre aux objectifs de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain Renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un bien situé 8 rue Louis Vignol à La Ciotat cadastré Section AB n° 19 d'une superficie cadastrale de 45 m² appartenant à Madame Catherine Caramigeas.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/096/D

Monsieur Serrus se rendra les 4 et 5 avril prochains pour me représenter au Conseil d'Administration du GART.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Pierre Serrus en qualité de Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Serrus se rendra à Paris les 4 et 5 avril 2017 pour me représenter au Conseil d'Administration du Gart.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Avril 2017

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Convention de participation ZAC Saint Charles Porte d'Aix 34 avenue Camille Pelletan avec Monsieur David Nezri.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Charles Porte d'Aix.
- L'arrêté préfectoral du 6 décembre 1999 prorogeant la création de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Charles Porte d'Aix.
- L'arrêté préfectoral du 4 août 2000 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Charles Porte d'Aix.

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Saint Charles Porte d'Aix s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;

- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 31 décembre 1997 prorogé le 6 décembre 1999, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que Monsieur Nezri David, propriétaire d'un terrain situé 34 avenue Camille Pelletan à Marseille 13003, a déposé une demande de permis de construire n°PC 013055 16 00966PO le 16 décembre 2016 en vue de réhabiliter un ensemble de logements aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} étage, la toiture du bâtiment en arrière de parcelle ainsi que les 3 façades arrières pour une surface de plancher totale de 552 m² dont une surface créée de 55 m²;
- Que le terrain situé dans le périmètre de la Zac Saint Charles Porte d'Aix est compris dans la zone UZS du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que le terrain sis à Marseille 34 avenue Camille Pelletan (3e arrondissement, cadastré Saint Charles 812 E 40 d'une superficie de 1085 m², n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 9 900 € ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Nezri David conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondants à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de Monsieur Nezri David aux coûts des équipements publics de la ZAC Saint Charles Porte d'Aix d'un montant de 9 900 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Saint Charles Porte d'Aix.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Avril 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/098/D

Décision pour l'attribution du jury de concours 2016-007 : maîtrise d'œuvre pour l'extension nord et sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et remisage

VU

- Le Code des Marchés Publics et notamment l'article 70 ;
- L'avis d'appel public à la concurrence n°2016-007, relatif au concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension nord et sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et remisage ;
- Le procès-verbal du jury de concours du 23 mars 2017 comportant l'analyse anonyme des prestations des trois candidats et l'avis motivé du jury ;
- Les prestations des groupements :
 - Egis Rail / Stoa / Carta Associates
 - Ingerop Conseil Ingénierie / Systra / Blp / Ilex
 - Artelia Ville & Transport / Snc Lavalin / Tpf Ingénierie / Attica Urbanisme et Paysages / Corinne Vezzoni et Associates / Jean-Francois Schmit Architectes
- Les offres des trois candidats ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les critères de jugement des prestations tels que définis au dossier de consultation

DECIDE

Article 1 : Jugement des prestations

1) Examen des prestations du groupement Egis Rail / Stoa / Carta Associes :

- **Critère 1** - Pertinence de l'insertion urbaine et paysagère par rapport aux objectifs du programme :

Concernant la place Castellane, le candidat a répondu aux objectifs du programme.

La grande perspective Nord-Sud de la Porte d'Aix à Mazargues est préservée.

Le parti architectural est affirmé et audacieux avec une composition en damier, évoquant un échiquier. Il renforce l'axe historique Nord-Sud mais n'appuie pas sur le principe de symétrie. Il rompt avec le caractère octogonal initial de la place pour lui conférer une image de rotondité.

Le projet s'appuie sur une recomposition de l'espace public en l'apaisant et en mettant en exergue son centre : la fontaine monumentale surmontée de la colonne et de sa statue.

L'intervention met en valeur le rapport de la fontaine et du miroir d'eau avec son tapis de pierres, crée un espace apaisé de forme concentrique et perpétue le dessin de la vasque de la fontaine.

La fontaine est remise en eau, la faible épaisseur d'eau sur un fond en pierre noire crée un effet miroir où se reflètent les sculptures en partie basse de la colonne, des chutes d'eau sont aussi créées au centre.

Le projet d'éclairage est peu abordé ; il évoque un effet de nuit où chaque carré blanc du damier peut devenir une balise lumineuse, l'ensemble étant piloté par informatique pour varier les effets à l'infini.

Le projet approfondit peu les usages et fonctionnalités futures de la place.

L'ensemble du couvert végétal proposé est insuffisant, les palmiers sont supprimés.

La conception du site de maintenance et de remisage et du pôle d'échanges Dromel/Ste Marguerite se caractérise par son intégration dans son environnement et par la mise en œuvre d'une façade remarquable sur le boulevard Schlœsing (150 mètres de long sur 8 mètres de hauteur) constituant ainsi une nouvelle forme urbaine, sans fonction affirmée, à l'échelle du boulevard et à l'alignement des nouvelles constructions mitoyennes.

Le projet de ce candidat s'appuie sur un bâtiment de 3 étages dont le parti architectural est décomposé selon les trois éléments fonctionnels du programme : site de Maintenance et Remisage, parking-relais, fourrière. L'imbrication lisible de ses volumes garantit le bon fonctionnement de ses trois entités.

Une attention particulière est portée sur l'ensemble des accès au site et sur la bonne sectorisation des flux. La zone de remisage des rames de tramway est totalement couverte.

Concernant la place du Général Ferrié, le candidat souhaite créer une porte d'entrée sud de la ville sur plusieurs quartiers, place urbaine « qui attend son urbanité ».

Le projet est plutôt routier et se compose d'une place à feux carrée aux dimensions réduites.

Le parti d'aménagement du projet s'appuie sur une place centrale inaccessible aménagée par un lit de pierres et sur des rives fortement végétalisées pour bien identifier la forme rectangulaire de la place. Le traitement des plantations est peu adapté à Marseille. Le choix des blocs en pierres génère des risques d'accidents et des difficultés pour assurer l'entretien et la propreté des espaces.

À travers les esquisses présentées sur la Place Bougainville et l'avenue Viton, le candidat propose des partis d'insertion de la plateforme tramway conciliant à la fois les enjeux d'insertion urbaine (cohérence d'aménagement, intégration...), d'exploitation (vitesse commerciale, positionnement et nombre des stations) et fonctionnels (sécurité routière, gestion des flux...)

Au regard du critère 1, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 1.2 lui est attribuée.

- **Critère 2 - Pertinence de la conception technique du projet**

Le candidat présente une bonne analyse critique des partis d'insertion proposés dans les études de faisabilité du programme

Le candidat a fait un travail de recensement des réseaux pris en compte dans son analyse.

Il est à noter la préoccupation constante du candidat à trouver des solutions visant à optimiser la vitesse commerciale du tramway. Le candidat calcule une vitesse de 16.6 km/h sur les bases d'insertion du programme mais justifie pouvoir atteindre une vitesse commerciale de 17,5 km/h (vitesse objectif du programme) en proposant de supprimer plusieurs stations (2 au sud et 1 au nord) et en favorisant autant que possible l'insertion centrale du tramway (rue de Lyon au nord et secteurs Aubert Viton au sud).

Concernant la réorganisation des pôles d'échanges, l'organisation du pôle d'échanges de la Place Castellane ne favorise pas une intermodalité optimale ; les différents quais bus sont à regrouper. Le pôle d'échanges de Dromel/Ste Marguerite répond à toutes ses fonctionnalités attendues.

Concernant la conception du SMR, le candidat présente un projet de bâtiment respectant le programme. Quelques aspects organisationnels peuvent être optimisés dans la zone atelier. L'ensemble des flux est bien conçu pour l'ensemble des trois programmes prévus sur le pôle, les accès des trois sites sont bien séparés. Le candidat a utilisé tout l'espace mis à disposition.

L'accès du P+R de 500 places se fait depuis l'avenue de l'Huveaune, l'accès fourrière se fait par l'avenue des tirailleurs et le site de maintenance et remisage est accessible depuis le boulevard Schloësing tant pour les rames que pour les livraisons camions.

Pour la conception des places Castellane et Ferrié :

La place Castellane prend peu en compte les modes actifs. La méthode d'approche pour dimensionner le fonctionnement de l'intersection apparaît bonne.

Concernant la place Ferrié, les données transmises aux candidats au stade du concours étaient complexes, ne leur permettant pas d'offrir une approche de dimensionnement satisfaisante.

Le candidat présente un montant total d'opération hors aléas de 204,9 M€ HT, estime les aléas à 32,7 M€ HT, soit un montant global de 237,6 M€ HT. Le budget de l'opération est respecté.

Enfin, le candidat propose une organisation et une planification succincte de l'approche développement durable.

Au regard du critère 2, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 1.2 lui est attribuée.

- **Critère 3 - Pertinence de l'organisation proposée**

Le candidat établit un planning qui respecte les délais du programme. Il démontre qu'il maîtrise la planification de l'opération. Les points critiques et les risques sont identifiés, ainsi que les actions à anticiper. Le candidat a clairement identifié les contraintes réseaux comme enjeu d'insertion et de planification.

Le candidat propose une organisation claire et structurée en réponse aux attentes du projet basée sur une équipe fonctionnant en plateau-projet de proximité. L'équipe projet est constituée d'une direction de projet resserrée, interlocutrice de la maîtrise d'ouvrage et s'appuie sur trois grands pôles techniques (infrastructures et insertion, systèmes, SMR et bâtiments) encadrés de deux cellules transversales aux pôles (cellule coordination et synthèse et cellule missions transversales).

Une organisation déjà éprouvée sur un très grand nombre de projets de tramways.

Concernant l'affectation des temps passés sur l'opération, l'évaluation globale de la charge ainsi que le diagramme de charge sont en cohérence avec les prestations.

En matière de détail des dispositions mises en œuvre pour assurer les délais et les coûts, le candidat présente clairement sa procédure, ses outils et le reporting au Maître d'ouvrage (fréquence et support) qui sont adaptés au projet.

Concernant la gestion des avis des services, le candidat adapte la procédure d'échange avec chaque interlocuteur et identifie les outils de reporting au Maître d'ouvrage.

Au niveau de la gestion des interfaces et synthèse, le candidat propose la mise en place d'outils adaptés au suivi des interfaces et identifie d'emblée les différentes réunions nécessaires. Il distingue les collaborateurs du groupement propres à traiter les différentes typologies d'interface.

Le BIM (logiciel Building Information Modeling) est évoqué à juste titre comme outil de gestion des interfaces, nomination d'un BIM manager.

Au regard du critère 3, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 1.2 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Egis Rail / Stoa / Carta Associes obtient la note globale pondérée de 3.6, corrigée à 4.0 et un classement en 1^{ère} position.

2) Examen des prestations du groupement Ingerop Conseil Ingénierie / Systra / BIp/Ilex :

- **Critère 1 - Pertinence de l'insertion urbaine et paysagère par rapport aux objectifs du programme :**

Concernant la place Castellane, le candidat a répondu aux objectifs du programme. La grande perspective Nord-Sud de la Porte d'Aix à Mazargues est préservée. La place devient un vaste plateau unifié par un dallage unique, qualitatif, support d'usages diversifiés. Ce socle cohérent vient redessiner l'octogone initial formé par les façades.

L'espace public autour de la fontaine retrouvée est recomposé sur un principe de trois couronnes concentriques qui s'emboîtent de l'extérieur vers l'intérieur:

- « Le cœur de place » : espace minéral en granit clair autour de la fontaine.
- « La lisière habitée » : zone arborée et végétalisée avec présence de terrasses, kiosques, bancs
- « Le chemin de ronde » : espace promenade dégagé sur 10 mètres de large au pied des façades, qui apporte une respiration à la place.

La fontaine est retrouvée, agrandie et remise en eau puis scénarisée par des lames et des jets d'eau.

La simplicité de l'aménagement proposé, la sobriété des matériaux et la symétrie des plantations renforcent sa monumentalité.

Le projet d'éclairage est détaillé par le candidat avec notamment une valorisation nocturne très élaborée pour redonner une force à ce lieu de convivialité et de rencontre.

Le projet intègre les contraintes d'usage de l'espace public qui se présentent sur le site. L'ensemble du couvert végétal proposé manque un peu de densité ; les palmiers sont conservés.

Concernant la conception du site de remisage et du pôle d'échanges Dromel / Ste Marguerite, le projet tient compte globalement des enjeux urbains du secteur dans lequel il vient s'implanter.

Le bâtiment s'affirme à l'échelle du site et des équipements voisins. Sa volumétrie est volontairement découpée avec différentes hauteurs et se veut structurante.

Il s'appuie sur un bâtiment de sept étages, à l'architecture expressive qui intervient comme un signal de renouveau urbain et se définit lui-même comme un « hub urbain ».

Le bâtiment est implanté en retrait sur le boulevard Schloësing, cette implantation permettant une évolution future possible avec la construction de bâtiments (à construire au-dessus de la zone de remise des rames).

La façade du bâtiment sur le boulevard Schloësing est impactée par la présence de trois escaliers de secours.

La zone de remisage des tramways n'est pas totalement couverte mais cela reste toutefois techniquement possible.

Pour la Place Ferrié, le candidat présente un projet pertinent à la fois en matière de conception paysagère et de qualité des usages. Il introduit un concept de « Parkway », une coulée verte initiée par le parc du XXVI Centenaire se poursuivant place Ferrié, boulevard Schloësing pour rejoindre les berges de l'Huveaune derrière le pôle d'échanges /Ste Marguerite.

L'aménagement de la place est composé de deux couronnes intégrant un carrefour à feux puis un grand mail circulaire arboré.

Concernant l'approche d'insertion en ligne, le projet du candidat propose une amélioration de la qualité architecturale et paysagère des deux sites de la place Bougainville et de l'avenue Viton. Il démontre une capacité à insérer l'infrastructure tramway dans son environnement tout en améliorant la qualité d'usage de son site d'implantation.

Au regard du critère 1, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 1.6 lui est attribuée.

- **Critère 2 - Pertinence de la conception technique du projet**

Le candidat présente une bonne compréhension globale du projet en matière d'insertion et de plan de voies s'appuyant sur une production de plans et de profils tracés sur l'ensemble du linéaire d'extension. Les partis d'insertion présentés par le candidat répondent aux objectifs du programme. Le candidat calcule une vitesse commerciale de 16,6 km/h, conforme au temps calculé en faisabilité mais ne propose pas de piste d'optimisation pour atteindre l'objectif du programme fixé à 17.5 km/h.

Concernant la réorganisation des pôles d'échanges, celle de la Place Castellane ne favorise pas une intermodalité optimale, les différents quais bus sont à regrouper.

Le pôle d'échanges de Dromel/Ste Marguerite, s'il est bien positionné, n'en reste pas moins légèrement sous-dimensionné notamment au niveau des terminus; quelques adaptations devront lui être apportées.

Concernant la conception du Site de Maintenance et Remisage, le candidat présente un projet de bâtiment respectant les objectifs du programme. Toutefois, l'aménagement retenu conduit à des conflits de circulation et le plan de voie n'est pas optimisé. À noter que le P+R en conception de silo sur 7 étages, s'il participe à l'identité du bâtiment, ne favorise pas les temps d'échange intermodal et son accès se mixe avec celui de la fourrière.

Concernant la conception des places Castellane et Ferrié : la méthode d'approche pour le dimensionnement des aménagements apparaît bonne.

La Place Castellane présente quelques dysfonctionnements, notamment la configuration en plateau en traversée de l'axe Prado / Baille.

Concernant la Place Ferrié, les données transmises aux candidats au stade du concours étaient complexes, ne leur permettant pas d'offrir une approche de dimensionnement satisfaisante.

La configuration proposée présente un fonctionnement complexe pour les usagers notamment pour les mouvements tournants et en fonction des temps de cycle choisis.

Le candidat présente un montant total d'opération hors aléas de 204.1 M€ HT, estime les aléas à 18.6 M€ HT soit un montant global de 222.7 M€ HT. Le budget de l'opération est respecté.

Concernant l'approche développement durable et innovation, la note du candidat reste très généraliste.

Au regard du critère 2, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 0.9 lui est attribuée.

- **Critère 3 - Pertinence de l'organisation proposée**

Globalement, la planification proposée par le candidat respecte les délais du programme. Il propose l'optimisation des délais travaux avec la possibilité de mises en service anticipées pour les étapes 2 et 3.

Il ne fait en revanche pas d'analyse critique sur les emprises foncières et la problématique expropriation sur l'impact travaux. Le démarrage des dévoiements de réseaux est anticipé par rapport à l'obtention de l'arrêté de DUP. Le candidat évoque assez peu la planification propre aux procédures réglementaires

Le candidat propose une organisation de proximité de son équipe en plateau-projet, très adaptée à un projet de ce type. L'équipe est composée d'un directeur de projet qui est assisté par 5 grands pôles (management support, expertise contrôle, dossiers administratifs, infrastructure de transport, SMR Parc relais).

Une partie du temps de 4 directeurs de pôles est affectée à la direction de projet.

Les équipes sont reconduites depuis la phase étude en phase travaux, ce qui est favorable à une bonne continuité

Concernant l'affectation des temps passés sur l'opération, l'évaluation globale de la charge ainsi que le diagramme de charge sont en cohérence avec les prestations attendues.

La présentation des moyens mis en œuvre pour le respect du planning et des coûts est assez généraliste : les moyens concrets de suivi et de reporting sont peu évoqués ainsi que la fréquence de reporting et l'identification du/des responsable(s) de ces missions.

Le candidat présente une méthodologie générale globalement adaptée pour la gestion des déviations de réseaux ainsi que la gestion des interfaces et la synthèse. L'approche relative à la gestion des avis des services pourrait être plus précise.

La synthèse spécifique traitant des interfaces Infrastructures / Bâtiment au droit du SMR n'est pas développée. Le candidat n'évoque pas le BIM comme outil de synthèse.

Au regard du critère 3, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 0.9 lui est attribuée.

Conclusion :

Ingerop Conseil Ingénierie / Systra / Blp / Ilex obtient la note globale pondérée de 3.4, corrigée à 3.8 et un classement en 2^{ème} position.

3) Examen des prestations du groupement Artelia Ville & Transport / Snc Lavalin / Tpf Ingénierie / Attica Urbanisme et Paysages / Corinne Vezzoni et Associes / Jean-Francois Schmit Architectes

- **Critère 1** - Pertinence de l'insertion urbaine et paysagère par rapport aux objectifs du programme :

Concernant la Place Castellane, le candidat a globalement répondu aux objectifs du programme.

L'axe historique Nord Sud est conservé.

Le projet architectural apparaît comme un exercice de calepinage entre les enduits simples de façades et le marbre de carrare de la fontaine. L'organisation du calepinage à partir des formes de la place actuelle (octogone et cercle) partira donc des quatre façades bâties qui dessinent un carré, les lignes partiront donc de chacun des côtés du carré pour converger vers la fontaine.

Une pierre unique aurait lissé l'espace et aurait effacé l'expression de l'écrin et des usages de la place. Ainsi, le sol est dessiné avec trois matériaux distincts (porphyre ocre-brun, calcaire et acier corten), révélant un graphisme et une géométrie affirmés.

Le candidat a globalement pris en compte les contraintes d'usage de l'espace public.

Le dessin de cet espace public présente beaucoup d'obstacles visuels (ombrières légères, bancs, potelets, bornes en pierre calcaire, terrasses, kiosques, brumisateurs, parc à vélos).

Le projet maintient une voie secondaire de circulation routière entre la rue de Rome et la rue Maurel, voie bordée de potelets.

Le projet d'éclairage est détaillé par le candidat mais est insuffisant.

Le candidat propose un couvert végétal de la place s'appuyant sur des choix d'espèces (albizzia et gleditsias) à feuilles caduques ; les palmiers sont supprimés.

Concernant la conception du Site de Remisage et du pôle d'échanges Dromel/Ste Marguerite, le pôle multimodal se veut pensé comme une continuité du futur aménagement du jardin de l'Huveaune et se présente sous la forme d'un jardin « soulevé » depuis son esplanade évoquant ainsi un dialogue avec le fleuve.

Le projet s'appuie sur un bâtiment de deux étages, habillé d'une façon uniforme et continue d'une treille en bois végétalisée. Les abords et le site sont globalement très végétalisés.

Le bâtiment est implanté en retrait sur le boulevard Schloesing et réserve la possibilité de reconverter le parvis planté en un futur programme de bâtiments.

Le candidat répond à l'essentiel des contraintes et objectifs du programme. Toutefois, l'emprise dédiée à la gare routière est insuffisante compte tenu de la fonction du pôle d'échanges de Dromel. Le projet présenté comprend la couverture totale de la zone de remisage.

Concernant la Place Ferrié, le projet présente une mise en valeur de l'accès au Parc du XXVIème Centenaire : les aménagements du parc se prolongent jusqu'au cœur de la place, ainsi que le traitement de l'entrée dans la ZAC de la Capelette et la mise en valeur du Jarret, visible depuis le boulevard Rabatau. La géométrie de la place interrompt l'axe Rabatau/Schlœsing. La station tramway est positionnée au milieu du carrefour pour favoriser l'attractivité de futurs programmes immobiliers au pourtour mais cette position n'est pas favorable pour le fonctionnement du carrefour.

Concernant l'approche d'insertion en ligne, le projet du candidat propose une amélioration de la qualité architecturale et paysagère de la place Bougainville. Concernant l'aménagement de l'avenue Viton, le candidat propose une réflexion très détaillée sur les différents types d'insertion d'un tramway. Toutefois, l'implantation de la station Ste-Marguerite à l'Ouest de l'hôpital est peu visible et susceptible de générer un conflit avec les vélos.

Au regard du critère 1, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 1.2 lui est attribuée.

- **Critère 2 - Pertinence de la conception technique du projet**

En matière d'insertion et de plan de voies, le candidat a réalisé une analyse assez complète des contraintes et enjeux mais n'en a toutefois pas toujours tiré le meilleur parti.

Au Nord, il enlève toute circulation automobile sur la rue d'Anthoine, et ne fait pas d'étude variante d'insertion centrale du tramway rue de Lyon.

Au Sud, les aménagements de la station Ferrié, l'accès au Site de Maintenance et Remisage et le terminus la Gaye ne sont pas satisfaisants et devront faire l'objet de reprises.

La vitesse commerciale estimée à 16.8 km/h pourrait être augmentée à 17.7 km/h en supprimant une station, cette seule piste d'optimisation ne sera pas suffisante.

La conception du pôle d'échanges bus Dromel/Ste Marguerite n'est pas pertinente au regard de son rôle majeur sur le Sud et l'Est de Marseille ; il est largement sous-dimensionné et en conflit potentiel avec l'emprise à réserver pour une future ligne de tramway entre Dromel et Blancarde.

Au niveau du pôle d'échanges de Castellane, l'organisation projetée ne favorise pas une intermodalité optimale, les différents quais bus sont à regrouper.

L'analyse de la conception du SMR a permis d'identifier plusieurs points durs concernant notamment la voie d'entrée unique et la voie de distribution des ateliers conduisant à une mixité des flux génératrice de risques ainsi que l'absence de zones d'attente occasionnant un blocage des accès.

Le parking RTM est installé en sous-sol dans une zone inondable et le candidat ne détaille pas la mise en sécurité des usagers (plan de crise, pompage...). L'approche hydraulique et l'analyse des documents réglementaires est succincte et incomplète.

L'approche structurelle n'apporte pas de question majeure mais il est à noter l'absence de modélisation pourtant requise au règlement du concours.

Concernant la conception des places Castellane et Ferrié : la méthode d'approche pour le dimensionnement des aménagements apparaît bonne.

La place Castellane présente de bonnes dispositions concernant la gestion de l'intersection malgré quelques questionnements soulevés sur la faisabilité de certains choix (gestion des accès du parking Cantini, accès à la rue de Toulon).

Concernant la place Ferrié, les données transmises aux candidats au stade du concours étaient complexes, ne leur permettant pas d'offrir une approche de dimensionnement satisfaisante.

La configuration proposée revêt un parti pris fort (décomposition du carrefour Ferrié en deux carrefours distincts avec insertion de la station tramway entre les deux carrefours) qui génère des interfaces plus importantes avec la circulation du tramway.

Le candidat présente un montant total d'opération hors aléas de 217.3 M€ HT, estime les aléas à 21.7 M€ HT soit un montant global de 239 M€ HT. Le budget de l'opération est respecté.

Au regard du critère 2, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne. La note pondérée de 0.6 lui est attribuée.

- **Critère 3 - Pertinence de l'organisation proposée**

La planification intègre le détail des études, identifie les risques fonciers ainsi que les interventions des concessionnaires. Il explore certaines propositions d'optimisation notamment concernant les délais de réalisation des travaux. En revanche, il suggère des optimisations peu sécurisées en termes de validation des études par le maître d'ouvrage. La description des procédures administratives ne mentionne pas l'autorisation unique, ni les dernières évolutions réglementaires.

Le candidat propose une organisation de proximité de son équipe adaptée aux attentes du projet dans les thématiques mais toutefois un peu confuse au niveau de la cellule de direction qui est très dense.

Il fait le choix de deux équipes infrastructures Nord et Sud dont la pertinence, au regard de la cohérence globale du projet, peut être questionnée mais permet, en phase travaux, la gestion de deux fronts de travaux.

Concernant l'affectation des temps passés sur l'opération, l'évaluation globale de la charge ainsi que le diagramme de charge sont en cohérence avec les prestations attendues. On note une implication forte des techniciens, en réponse au besoin de production graphique et de la maquette BIM. Le candidat sollicite fortement sa cellule OPC.

En matière de détail des dispositions mises en œuvre pour assurer les délais et les coûts, le candidat présente une méthodologie complète et adaptée au projet.

La mission de gestion des interfaces réseaux est calibrée en cohérence avec les attentes du projet. L'association de l'OPC comme pilote de la cellule de déviation des réseaux est un point fort qui permettra une meilleure approche des déviations sensibles, susceptibles d'impacter le chemin critique de l'opération.

La méthodologie de gestion des avis des tiers est généraliste et propose la validation des listes de livrables par les tierces parties en début de phase d'étude. Si les tierces parties sont bien associées au VISA lors de la phase travaux, il manque tout de même l'association desdites parties lors des OPR et de la rétrocession des ouvrages.

L'approche de la gestion des interfaces et de la synthèse est complète et adaptée au projet. Le BIM management est évoqué à juste titre comme outil de gestion des interfaces. En revanche, la synthèse bâtiment et par conséquent la synthèse infrastructures / bâtiment au niveau du SMR n'est pas évoquée.

Au regard du critère 3, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 0.9 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Artelia Ville & Transport / Snc Lavalin / Tpf Ingénierie / Attica Urbanisme et Paysages / Corinne Vezzoni et Associés / Jean-François Schmit Architectes obtient la note globale pondérée de 2.7, corrigée à 3.0 et un classement en 3^{ème} position.

Article 2 : Choix du lauréat :

Est désigné lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension nord et sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et remisage le groupement Egis Rail / Stoa / Carta Associés.

Article 3 : Attributions des primes

La prime de 170 000 euros HT est allouée à chacun des candidats.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 avril 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/099/D

Décision pour l'attribution du jury de concours 2015-154 : maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements)

VU

- Le Code des Marchés Publics et notamment l'article 70,
- L'avis d'appel public à la concurrence n°2015-154, relatif au concours de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements) ;
- Le procès-verbal du jury de concours du 23 mars 2017 comportant l'analyse anonyme des prestations des quatre candidats et l'avis motivé du jury ;
- Les prestations des groupements :
 - Gautier Conquet / Agence Citta / Arcadis Esg / Adret / Speeg + Michel et associés
 - Alfred Peter / Egis France
 - Setec International / Verdi Ingenierie / Ilex Paysage et Urbanisme
 - Devilliers et Associes / Tangram Architectes / Reussir L'espace Public / 8'18" / Ingerop Conseil et Ingenierie
- Les offres des quatre candidats ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les critères de jugement des prestations tels que définis au dossier de consultation

DECIDE

Article 1 : Jugement des prestations :

1) Examen des prestations du groupement Gautier Conquet / Agence Citta / Arcadis Esq / Adret / Speeg + Michel et associés

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Prise en compte des trois grandes échelles de composition urbaine (linéaire, secteurs de projet, traitements ponctuels)
 - Qualité de l'aménagement paysager : plan vert, plan lumière, matériaux, mobilier urbain

Le candidat décline une identité cohérente du Jarret sur son linéaire, notamment au moyen d'un terre-plein central planté et éclairé.

L'identité de vie des quartiers est révélée et renforcée au travers de 5 secteurs de projets. Elle se traduit par une palette végétale spécifique à chaque quartier et une mise en lumière de pignons de bâtiments identifiant chaque quartier.

L'échelle du ponctuel est également traitée par l'aménagement de squares, placettes et pignons, où un mobilier urbain, un revêtement spécifique et une strate végétale adaptés aux usages sont mis en œuvre.

Le plan vert et le plan lumière sont cohérents et complémentaires ; les matériaux et mobilier choisis sont sobres tout en apportant esthétisme et qualité à l'aménagement.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 1.05 lui est attribuée.

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : trame circulaire, conception des carrefours
 - intégration des lignes de transport en commun, qualité des cheminements piétons et des itinéraires cyclables
 - prise en compte des problèmes d'entretien et de maintenabilité

Le candidat prévoit un profil de voirie à 2x2 voies, sauf entre Jeanne d'Arc et le boulevard Baille (2x3 voies et 2+3 voies). Le stationnement des véhicules est longitudinal, aménagé entre les arbres d'alignement. Le maintien du terre-plein central facilite l'intégration des tournes à gauche et sécurise les traversées piétonnes. L'impact de la suppression de la trémie Saint-Just n'est pas évalué. Les 3 principaux carrefours sont transformés en « places à feux ».

Des couloirs bus sont aménagés sur une section limitée entre la rue Saint Pierre et le boulevard Baille, dans les 2 sens. En section courante, la largeur de la voie de circulation de droite (2,80 m) est trop étroite pour accueillir les bus. Au niveau de la Timone, le projet prévoit 2 points d'arrêts, ainsi qu'un arrêt en régulation dans chaque sens, permettant d'accueillir 2 lignes passantes et 2 en terminus. L'aménagement des 3 carrefours majeurs en « place à feu » permet le retournement des bus.

Les espaces piétons proposés sont correctement dimensionnés ; 60% de traversées piétonnes supplémentaires sont créées.

Des cheminements cyclables (pistes et bandes) continus et identifiés sont proposés, y compris sur le boulevard Baille. Des améliorations pourraient néanmoins être apportées (largeur, pistes aménagées sur trottoir dans certains secteurs).

La conception de l'aménagement (parvis peu encombrés, espaces piétons élargis) et les matériaux et mobiliers choisis traduisent une bonne prise en compte des contraintes d'entretien (exceptée la proposition de panneaux solaires).

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 1.05 lui est attribuée.

- **Critère C** - Pertinence du phasage de travaux
 - Phasage de travaux pour chacune des sections
 - Traitement des zones de transition au droit des sections hors travaux

Le candidat a étudié de manière détaillée le phasage de travaux sur 3 tronçons spécifiques de la rocade. Les propositions sur le tronçon entre les boulevards Chave et Baille, considérées comme représentatives de la section courante, apparaissent satisfaisantes.

Le traitement des zones de transition est peu développé mais illustré dans les plans de détail au droit des principaux carrefours.

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 0.6 lui est attribuée.

- **Critère D** - Organisation de l'équipe et méthodologie
 - Organisation de l'équipe pour répondre aux enjeux du projet
 - Méthodologie proposée vis à vis des contraintes du projet

Le candidat propose une équipe correctement organisée pour assurer les missions, objet du marché. En phase études, le rôle de l'adjoint au chef de projet n'est pas clairement défini. Les intervenants affectés aux différentes cellules (études et travaux) ne sont pas précisés. La méthodologie de réalisation des missions est très correctement adaptée à l'opération.

Au regard du critère D, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 0.3 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Gautier Conquet / Agence Citta / Arcadis Esg / Adret / Speeg + Michel et associés obtient la note globale pondérée de 3, corrigée à 3.6 et un classement en 2^{ème} position.

2) Examen des prestations du groupement Alfred Peter / Egis France :

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Prise en compte des trois grandes échelles de composition urbaine (linéaire, secteurs de projet, traitements ponctuels)
 - Qualité de l'aménagement paysager : plan vert, plan lumière, matériaux, mobilier urbain.

L'identité linéaire du Jarret se traduit par le recours à un profil identique sur la totalité de l'axe, très en faveur des transports en commun. Ce linéaire n'est pas séquencé, mais jalonné par des ouvrages spécifiques (parkings, ombrière), dont la faisabilité et l'opportunité ne sont pas avérées (problème foncier notamment).

L'articulation aux secteurs de projet est traitée par le candidat (St Just, les Chartreux, La Blencarde /Cinq Avenues, St Pierre/Timone/Conception et la place de Pologne).

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Avril 2017

Néanmoins, les aménagements proposés présentent des difficultés fonctionnelles, architecturales ou foncières.

L'échelle du ponctuel n'est pas abordée par le candidat.

L'aménagement paysager repose sur la plantation non linéaire d'arbres tige uniquement, le choix contrasté de deux types de mâts d'éclairage disposés en quinconce, l'utilisation de revêtements en enrobés, quel que soit les espaces.

Le traitement proposé, ainsi que le choix des matériaux, contribuent à maintenir le caractère routier de la rocade.

Au regard du critère A (conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne. La note pondérée de 0.7 lui est attribuée.)

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : trame circulatoire, conception des carrefours
 - intégration des lignes de transport en commun, qualité des cheminements piétons et des itinéraires cyclables
 - prise en compte des problèmes d'entretien et de maintenabilité.

La conception de l'aménagement affirmée par le candidat, repose sur une répartition équilibrée entre les espaces affectés à la circulation et au stationnement d'une part, et les transports en commun et les modes doux d'autre part. Sur l'ensemble du linéaire, il propose un profil de voirie à 2x2 voies plus un site propre bus dans les deux sens de circulation, affirmant un fort parti-pris en faveur des transports en commun. Le projet prévoit la suppression du stationnement existant sur la majeure partie de l'axe. Cette suppression est compensée par la réalisation de 2 parkings en ouvrage, dont la faisabilité n'est cependant pas avérée (foncier non maîtrisé notamment).

Plusieurs carrefours posent des problèmes de fonctionnement (tours à gauche notamment), défavorables à l'écoulement du trafic en section courante. L'impact de la suppression de la trémie Saint-Just n'est pas évalué.

La surélévation de 30 cm des voies bus, par rapport à la chaussée automobile entraîne une complexité pour le raccordement des seuils au niveau des quais, des carrefours et des traversées piétonnes, que le candidat n'approfondit pas.

Au niveau de la Timone, les terminus bus sont supprimés, sans solution de report travaillée. L'aménagement envisagé aux carrefours ne permet plus aux bus de se retourner.

Les espaces piétons proposés sont correctement dimensionnés, avec 30% de traversées piétonnes supplémentaires. Toutefois, les refuges piétons sont peu larges et leur intégration dans le profil de la voirie n'a pas été étudiée.

Des cheminements cyclables continus et identifiés sont proposés. Aucun sas vélo n'est cependant prévu pour les traversées des cycles.

De par sa conception simple et « routière » et par le choix des matériaux, le projet ne présente pas de contraintes particulières d'entretien. La création d'équipements nouveaux (parkings) et d'ouvrage en béton (ombrière) nécessitent en revanche des mesures d'entretien et de gestion supplémentaires.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne.

La note pondérée de 0.7 lui est attribuée.

- **Critère C** - Pertinence du phasage de travaux
 - Phasage de travaux pour chacune des sections
 - Traitement des zones de transition au droit des sections hors travaux

Le candidat n'a pas étudié dans le détail le phasage de travaux. Il propose des principes de phasage identiques sur l'ensemble du linéaire (sauf le secteur compris entre Saint-Just et la rue Dauzac). Ces principes généraux, bien que réalistes, manquent de précision sur plusieurs aspects (franchissement du pont SNCF, secteurs de travaux non pris en compte, réalisation d'une structure de chaussée...).

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très moyenne.

La note pondérée de 0.4 lui est attribuée.

- **Critère D** - Organisation de l'équipe et méthodologie
 - Organisation de l'équipe pour répondre aux enjeux du projet
 - Méthodologie proposée vis à vis des contraintes du projet

Le candidat propose une équipe correctement organisée pour assurer les missions, objet du marché. Toutefois, le directeur de projet est seul pour mener l'opération. La composition de la cellule OPC n'est pas décrite. La méthodologie de réalisation des missions est correctement adaptée à l'opération.

Au regard du critère D, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 0.3 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Alfred Peter / Egis France obtient la note globale pondérée de 2.1, corrigée à 2.5 et un classement en 4^{ème} position.

3) Examen des prestations du groupement Setec International / Verdi Ingenierie / Ilex Paysage et Urbanisme :

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Prise en compte des trois grandes échelles de composition urbaine (linéaire, secteurs de projet, traitements ponctuels)
 - Qualité de l'aménagement paysager : plan vert, plan lumière, matériaux, mobilier urbain

Le candidat décline une véritable identité sur le linéaire du Jarret, notamment au moyen d'un profil de voirie constant pour les véhicules, d'un parti végétal très affirmé (double alignement d'arbres par endroits) et grâce aux éléments identitaires proposés (bordure et dalle-caniveaux, îlots de protection au niveau des refuges piétons, ligne d'éclairage).

L'articulation aux secteurs de projet est bien traitée : le candidat aménage le Jarret en sept séquences au profil différent et à l'aménagement paysager spécifique.

Enfin, l'échelle du ponctuel est traitée avec soin. Le candidat décrit en détail l'aménagement proposé au niveau des « salons urbains ».

La qualité de l'aménagement repose sur un plan vert étoffé, reconstituant les rives du Jarret. Toutefois, la densité des plantations au droit de la Timone devra certainement être réduite, de par la présence de la station de métro et l'intervention sur du foncier non maîtrisé.

Le choix de l'éclairage permet une modularité en fonction des espaces et des usages ; les matériaux et mobiliers choisis contribuent à affirmer l'identité et l'esthétique du projet.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 1.05 lui est attribuée.

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : trame circulatoire, conception des carrefours
 - intégration des lignes de transport en commun, qualité des cheminements piétons et des itinéraires cyclables
 - prise en compte des problèmes d'entretien et de maintenabilité

Le candidat propose un profil à 2x2 voies avec des couloirs bus entre les boulevards Chave et Baille. A l'exception de quelques carrefours (Jeanne d'Arc, Saint-Pierre, Baille), les voies de tourne-à-gauche sont, soit supprimées, soit reportées sur des voies transversales par un système de boucles « retournos », dont l'impact sur la trame circulatoire devra être apprécié sur un périmètre plus large et justifié à partir de données quantifiées. Ce principe engendre également une perte de lisibilité pour les usagers.

Le stationnement est organisé longitudinalement entre les arbres. Cependant, l'aménagement proposé sur les sections en site propre avec stationnement (rive Ouest du Jarret, entre Chave et Saint-Pierre) ne permet pas aux piétons d'emprunter un cheminement piéton pour rejoindre leur véhicule.

Aux carrefours importants, des couloirs d'approche avec un système de priorité aux carrefours sont aménagés pour les bus ; leur efficacité devra néanmoins être confirmée par une étude précise de circulation.

Au niveau de la Timone, les terminus bus sont supprimés, sans proposition de solution de report.

Les voies bus en contre-allées ne permettent aucune flexibilité pour l'accueil d'une fonction terminus.

Les cheminements pour les modes actifs seront confortables et clairement délimités.

Les espaces piétons proposés sont confortables avec 40% de traversées piétonnes supplémentaires. Les îlots refuges aménagés sont correctement intégrés au projet et assurent pleinement la sécurité des piétons.

Des cheminements cyclables (pistes et bandes) continus et identifiés sont proposés. Des sas vélos sont aménagés au niveau de certains carrefours à feux pour faciliter les tournes à gauche.

Les matériaux et mobiliers choisis traduisent une bonne prise en compte des contraintes d'entretien, sauf pour les arbres prévus sur la section où le TPC est maintenu et les mobiliers spécifiques prévus dans les salons urbains.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne.

La note pondérée de 0.7 lui est attribuée.

- **Critère C** - Pertinence du phasage de travaux
 - Phasage de travaux pour chacune des sections
 - Traitement des zones de transition au droit des sections hors travaux

Le candidat a analysé de façon très claire et en détail, le phasage des travaux. Il a ainsi validé pour chacun des secteurs de la rocade ses principes généraux de phasage, avec les adaptations parfois nécessaires dans certains secteurs.

Il a de plus correctement appréhendé le traitement des zones de transition.

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 0.8 lui est attribuée.

- **Critère D** - Organisation de l'équipe et méthodologie
 - Organisation de l'équipe pour répondre aux enjeux du projet
 - Méthodologie proposée vis à vis des contraintes du projet

L'équipe proposée est très correctement dimensionnée, structurée et couvre l'ensemble des compétences nécessaires à l'élaboration du projet. La méthodologie de réalisation des missions est correctement adaptée à l'opération. Le candidat a bien pris en compte les contraintes de l'opération et finement analysé l'ensemble des procédures réglementaires nécessaires à la réussite du projet. Seule la méthodologie en phase réalisation aurait méritée d'être un peu plus développée.

Au regard du critère D, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 0.4 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Setec International / Verdi Ingenierie / Ilex Paysage et Urbanisme et Urbanisme obtient la note globale pondérée de 2.95, corrigée à 3.5 et un classement en 3^{ème} position.

4) Examen des prestations du groupement Devilliers et Associes / Tangram Architectes / Reussir L'espace Public / 8'18" / Ingerop Conseil et Ingenierie

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Prise en compte des trois grandes échelles de composition urbaine (linéaire, secteurs de projet, traitements ponctuels)
 - Qualité de l'aménagement paysager : plan vert, plan lumière, matériaux, mobilier urbain

L'identité du linéaire du Jarret proposée par le candidat repose sur la régularité des tracés privilégiant les espaces pour les modes actifs. La cohérence d'ensemble dans le choix des matériaux, le rappel à l'eau souterraine, traduite ponctuellement sur différents aménagements, l'éclairage mis en œuvre et l'alignement d'arbres proposé, contribuent à asseoir l'identité linéaire du Jarret.

L'articulation aux secteurs de projet est également correctement traitée, bien que l'aménagement proposé pour le parvis de la Timone ne semble pas réalisable en l'état.

Enfin, l'échelle du ponctuel est correctement intégrée au projet, notamment via la création de sept salons urbains et d'un travail préalable d'identification des usages.

La qualité de l'aménagement s'appuie sur un plan vert ambitieux, des plantations riches et variées, dont le nombre élevé devra être adapté en fonction des contraintes techniques (foncier, encombrement du sous-sol). Les choix d'éclairage sont pertinents et permettent une adaptation des ambiances aux différents espaces. Matériaux et mobilier confèrent à l'ensemble un caractère de boulevard urbain qualitatif.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée très satisfaisante.

La note pondérée de 1.4 lui est attribuée.

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : trame circulatoire, conception des carrefours
 - intégration des lignes de transport en commun, qualité des cheminements piétons et des itinéraires cyclables
 - prise en compte des problèmes d'entretien et de maintenabilité

Le candidat propose un profil de voirie à 2x2 voies avec du stationnement longitudinal sur chaussée, ainsi que deux tronçons en site propre bus. L'aménagement engendre des largeurs de voies non régulières et potentiellement des risques de stationnement illicite. Au niveau des carrefours avec le tramway, la gestion des priorités pour les transports en commun risque de complexifier leur fonctionnement.

Au niveau de la Timone, les terminus bus sont supprimés avec une proposition de report de l'ensemble des terminus à Saint Pierre, qui devra être justifiée. La configuration en croix des 3 carrefours principaux (Jeanne d'Arc, Saint Pierre et Baille) ne permet pas le retournement des bus.

Les espaces piétons proposés sont très correctement dimensionnés, de même que les îlots refuges créés. Le nombre de traversées piétonnes est doublé, ce qui facilite les déplacements des piétons mais risque de nuire à la fluidité du trafic.

Les cheminements cyclables sont satisfaisants : ils sont aménagés en continu sur chaque trottoir et clairement séparés de la chaussée.

De par sa conception simple et « routière » et par le choix des matériaux, le projet ne présente pas de contraintes particulières d'entretien. Les dispositifs relatifs à l'eau (à Vallier et sur le parvis de la Timone) nécessiteront toutefois des mesures de maintenance spécifiques.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.

La note pondérée de 1.05 lui est attribuée.

- **Critère C** - Pertinence du phasage de travaux
 - Phasage de travaux pour chacune des sections
 - Traitement des zones de transition au droit des sections hors travaux

Le candidat a étudié de manière assez générale le phasage de travaux sur les 4 tronçons spécifiques de la rocade, sans rentrer fortement dans le détail, même si le secteur de la tranche ferme entre le boulevard Chave et l'avenue de la Timone est un peu plus développé. Ces principes, qui devront être approfondis lors des études ultérieures, sont néanmoins satisfaisants. Le traitement des zones de transition est peu développé mais illustré au droit d'un carrefour spécifique.

**Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.
La note pondérée de 0.6 lui est attribuée.**

- **Critère D -** Organisation de l'équipe et méthodologie
 - Organisation de l'équipe pour répondre aux enjeux du projet
 - Méthodologie proposée vis à vis des contraintes du projet

L'équipe proposée est correctement dimensionnée et couvre l'ensemble des compétences nécessaires à l'élaboration du projet. Au sein du binôme proposé pour la direction de projet, le directeur de projet n'est pas clairement identifié.

Bien que la description de la méthodologie de réalisation des missions soit assez générale, elle reste classique et totalement adaptée pour une opération de voirie en milieu urbain. Le candidat met de plus l'accent sur un suivi de chantier renforcé, qui se traduit par une présence continue.

**Au regard du critère D, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée satisfaisante.
La note pondérée de 0.3 lui est attribuée.**

Conclusion :

Le groupement Devilliers et Associes / Tangram Architectes / Reussir L'espace Public / 8'18" / Ingerop Conseil et Ingenierie obtient la note globale pondérée de 3.35, corrigée à 4.0 et un classement en 1^{ère} position.

Article 2 : Choix du lauréat

Est désigné lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements) le groupement Devilliers et Associes / Tangram Architectes / Reussir L'espace Public / 8'18" / Ingerop Conseil et Ingenierie Urbanisme.

Article 3 : Attribution des primes

La prime de 96 000 euros TTC est allouée à chacun des candidats.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 avril 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Avril 2017